

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

MAIRIE DE CLERMONT-LE-FORT

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 JUILLET 2026

Présents (10) : BACQUET Valérie, BAGGIO Marine, GIACHETTO Elisabeth, GIACHETTO Jean-Jacques, LAGACHERIE Gérald, LAUER Mathieu, MUSE David, PAILLETTE Claudie, SABATIER Christine, SOLAN Richard.

Absents (5) : AVRANCHE Marion, BOUDON Gérard, GILLET Jean-Luc, GAZAIX Nicole, GOZAL Katy

Nombre de Conseillers absents ayant donné pouvoir (4) : AVRANCHE Marion a donné pouvoir à LAUER Mathieu, GILLET Jean-Luc a donné pouvoir à BACQUET Valérie, GAZAIX Nicole a donné pouvoir à PAILLETTE Claudie, GOZAL Katy a donné pouvoir à SABATIER Christine.

Secrétaire de séance : Christine SABATIER

Ouverture de la séance à 21H16.

Approbation du compte rendu du conseil municipal du 5 juin 2026

La rédaction du compte-rendu n'appelle aucune remarque de la part des conseillers municipaux et est adopté.

1. Suppression et création d'un emploi non permanent

Le Conseil municipal de Clermont-le-Fort a délibéré sur la suppression et la création d'un emploi non permanent afin d'adapter les effectifs aux besoins administratifs de la commune. Les décisions adoptées sont la suppression d'un poste d'adjoint administratif à temps non complet (7 heures hebdomadaires), jugé inadapté aux missions actuelles et la **création d'un poste de rédacteur à temps non complet** (7 heures hebdomadaires), destiné à renforcer les services administratifs et améliorer la qualité du service public. Ce poste pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie B (grade de rédacteur) ou, à défaut, par un agent contractuel, conformément au Code général de la fonction publique.

Cette délibération s'appuie sur les articles L. 313-1, L. 332-23.1 du Code général de la fonction publique et R. 2313-3 du Code général des collectivités territoriales, rappelant la compétence du Conseil municipal en matière de création et suppression d'emplois.

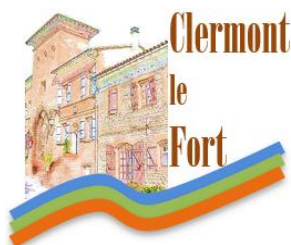
La rémunération de l'agent sera calculée selon la grille indiciaire du grade de rédacteur. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal. Le Maire est autorisé à engager les actes nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Cette décision fait suite à un accroissement temporaire d'activité et à la modification du temps de travail d'un agent (passant de 21 h à 14 h hebdomadaires), après avis favorable du Comité Technique intercommunal du CDG31.

2. Débat sur le Rapport thématique régional chambre régionale des comptes

Madame le Maire expose la synthèse du rapport thématique régional de la Chambre régionale des comptes sur l'accès au logement social dans la Grande agglomération toulousaine (2019-2024) :

Le rapport met en lumière un déséquilibre croissant entre une demande de logements sociaux en forte hausse (+31 % depuis 2019, avec 55 000 demandeurs en 2024, dont 26 % aux revenus



PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 JUILLET 2026

inférieurs à 1 000 €/mois) et une offre insuffisante, malgré une production annuelle de 3 300 logements (objectif atteint).

Les délais d'attente (16 mois en moyenne) et les inadéquations (pénurie de T2, surreprésentation de T3) s'aggravent, tandis que les publics prioritaires (26 % des attributions contre un objectif de 37,5 %) et les ménages très modestes (seulement 24 % de PLAI (*prêt locatif aidé d'intégration*) produits) restent sous-représentés.

Les biais en faveur des actifs (9 % d'attributaires sans emploi pour 17 % de demandeurs) et la concentration des publics fragiles dans les QPV (*Quartier Prioritaire de la politique de la Ville*) (mixité sociale non atteinte) persistent. Les freins structurels incluent la faible opposabilité des PLH, la maîtrise foncière limitée (54 % de VEFA (*vente en l'état futur d'achèvement* - achat à des promoteurs privés), hausse des coûts fonciers), le rôle central des communes dans les permis et contingents, et les tensions financières des bailleurs (résultat net passé de +63,8 M€ en 2019 à -5,6 M€ en 2024, avec une hausse des charges financières de 184 %).

Les recommandations visent à renforcer la contractualisation, la maîtrise foncière, l'harmonisation des outils (cotation des demandes), et à prioriser les PLAI malgré les contraintes. Les réponses des acteurs (Sicoval, SA des Chalets, Muretain Agglo) soulignent des nuances territoriales (ex : parc étudiant, absence de QPV) ou contestent certains constats (impact de la RLS (*Réduction de Loyer de Solidarité*), interprétation des données), tout en appelant à une action coordonnée et à un soutien accru de l'État.

Où l'exposé du maire, les membres du **Conseil Municipal prennent acte de la tenue du débat** sur le RAPPORT THÉMATIQUE RÉGIONAL CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES sur l'accès au logement social dans la grande agglomération toulousaine - Exercices 2019 à 2024.

12. Questions diverses

Madame la Maire informe l'assemblée que, suite à la venue d'une nouvelle agente, **les horaires d'ouverture de la mairie seront modifiés** à compter du 1^{er} septembre 2026. La mairie sera fermée les mercredis, et ouverte en remplacement, **les jeudis de 16 h à 19h**. les horaires du lundi et vendredi sont inchangés. Une communication sera faite sur Panneau Pocket fin aout.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heure 28.

Le Maire, Elisabeth Giachetto	Le Secrétaire de Séance : Christine Sabatier